



ATELIER SOUS-REGIONAL

BIOCARBURANTS ET DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE CENTRALE

Libreville, Gabon, 3-5 novembre 2009

1. Contexte

L'augmentation des cours du pétrole, conjuguée à l'importance accrue des débats sur les changements climatiques suscite aujourd'hui un vif intérêt pour les carburants produits à partir des matériaux organiques renouvelables et non fossiles (biocarburants). Ces derniers constitueraient une alternative ou une contribution à la solution des deux problèmes évoqués : augmentation des prix du pétrole et changement climatique.

Les biocarburants ont suscité un regain d'intérêt ces dernières années compte tenu des préoccupations mondiales liées à la dégradation de l'environnement, à la viabilité des systèmes énergétiques actuels et à la compétition pour la terre entre les cultures vivrières et cultures énergétiques.

Selon la terminologie FAO, les biocarburants comprennent tous les combustibles produits directement ou indirectement à partir de la biomasse tels que le bois de feu, le charbon de bois, le bioéthanol, le biodiesel, le biogaz (méthane) et le biohydrogène.

Les biocarburants liquides jouent un rôle beaucoup plus modeste dans la consommation mondiale d'énergie et leur part dans le montant total des bioénergies n'est que de 1,9 pour cent. Ils présentent un intérêt dans le secteur des transports principalement, mais même là, leur part dans la consommation totale de carburant destiné au transport n'a pas dépassé 0,9 pour cent en 2005, alors qu'elle était de 0,4 pour cent en 1990.



La problématique du développement des biocarburants en Afrique Centrale a fait entre autre, l'objet de discussions lors du Conseil des Ministres de la CEEAC tenu à Kinshasa, en RDC les 28 et 29 juillet 2008. Au cours de cette réunion la nécessité de prendre des mesures pour faire face aux crises alimentaire et énergétique a été soulignée. Suite à cette rencontre le Secrétariat général de la CEEAC a sollicité l'appui technique de la FAO pour l'évaluation de l'impact du développement des biocarburants sur la sécurité alimentaire et énergétique des pays de la sous-région.

C'est dans ce contexte que le Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique Centrale et la CEEAC ont convenu d'organiser un Atelier sous-régional sur le développement des biocarburants qui se tiendra du 3 au 5 novembre 2009 à Libreville, Gabon

2. Situation actuelle

Les biocarburants liquides ont enregistré une croissance rapide ces dernières années tant en volume absolu de production qu'en proportion de la demande mondiale d'énergie pour le transport. Jusqu'à récemment, les perspectives offertes par les biocarburants pour tenter d'atténuer les effets du changement climatique, améliorer la sécurité énergétique et offrir des débouchés aux agriculteurs, semblaient des plus attractives. De nombreux gouvernements faisaient état de ces objectifs pour justifier les politiques qu'ils mettaient en œuvre afin de promouvoir la production et l'utilisation des biocarburants liquides à partir de matières premières agricoles.



Toutefois, le potentiel des biocarburants est limité non seulement par la surface des terres cultivables nécessaires, mais également par les risques de compétition avec les usages alimentaires. En effet, selon certaines études, les besoins se compteraient en centaines de millions d'hectares pour des cultures très consommatrices d'engrais et d'eau telle la canne à sucre. En outre, le risque de voir augmenter les prix des produits nécessaires à la

fabrication des biocarburants est élevé. En Afrique, la hausse des prix des produits tels le maïs ou le manioc ferait que bon nombre de pays, structurellement déficitaires en produits alimentaires, ne seraient plus en mesure de payer la facture.

L'Afrique Centrale, de par sa diversité écologique, sa biodiversité et l'immensité de ses ressources naturelles, est sans doute l'une des sous-régions les plus riches du continent africain. Les écosystèmes dominants dans la zone CEEAC sont la forêt qui couvre environ 346,2 millions d'hectare représentant 52% de la superficie totale de la zone, les pâturages qui couvrent 135,5 millions d'hectare soit environ 20% de la superficie totale de la zone et les terres arables qui couvrent 26,9 millions d'hectare représentant 4% de la superficie totale. On estime à près de 70% la population de la zone CEEAC vivant en milieu rural. L'agriculture paysanne contribue pour environ 40% à la production des cultures d'exportation.



De par ses atouts écologiques l'Afrique Centrale apparaît comme une région de prédilection pour la production des biocarburants. Ce qui attire les investisseurs internationaux dans la sous-région. Cependant ceci ne doit pas occulter les risques que pourrait représenter le développement des biocarburants pour la sécurité alimentaire des populations, l'environnement, les terres, les eaux et la biodiversité.

3. Enjeux et perspectives

Après plus de vingt ans de développement industriel, les biocarburants ont aujourd'hui des perspectives d'avenir prometteuses. L'actualité récente dans ce domaine est annonciatrice d'une diffusion des biocarburants - jusqu'ici limitée à certains pays (Brésil, États-Unis, etc.) - à l'échelle de la planète et de la mise en place d'un marché mondial. En Afrique, les pays qui produisent et utilisent déjà des biocarburants sont l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe. Des projets ou programmes sur les biocarburants sont en cours dans d'autres pays tels que le Sénégal, le Ghana, le Burkina Faso, le Nigeria, la Gambie, la Guinée Bissau, la Zambie, le Swaziland, le Benin. Des initiatives sont également en cours dans plusieurs pays d'Afrique Centrale (Angola, Congo, Cameroun).

Les perspectives se sont passablement assombries depuis le début de la crise économique, et nombreux sont aujourd'hui les détracteurs des biocarburants. Sur la base d'analyses récentes, on s'interroge maintenant sur le véritable impact environnemental de la production des biocarburants dans un contexte agricole déjà tendu. On cherche à déterminer avec précision le coût des politiques visant à promouvoir les biocarburants liquides et leurs effets non désirés éventuels. Les prix des denrées alimentaires se sont envolés en 2008, provoquant des manifestations de mécontentement dans de nombreux pays et soulignant la précarité de la situation des populations les plus vulnérables de par le monde au regard de la sécurité alimentaire. Il est prouvé que même s'ils ne sont pas la seule cause de cette envolée des prix alimentaires, les biocarburants liquides y ont contribué de façon non négligeable. Sans compter qu'avec des prix du pétrole en forte baisse, la rentabilité financière de la production de biocarburants liquides devient plus problématique.



La place et le futur des petites exploitations paysannes constituent également des préoccupations majeures qui doivent être pris en compte dans les scénarii de développement des biocarburants. Cette prise en compte de l'agriculture familiale devrait permettre de faire le lien entre le foncier et la sécurité alimentaire. Notamment dans les choix technico-économiques pour les plantations agricoles destinées aux biocarburants, la tenure foncière, la sécurité alimentaire et le

développement rural. En effet le développement des grandes plantations mécanisées pour la production de biocarburants ne devrait pas priver les petits exploitants de leur accès à la terre.

La bonne gouvernance foncière devrait être rigoureusement appliquée par les décideurs dans l'allocation des terres, le respect des droits des petits exploitants d'accéder à la terre, la création d'emplois, l'octroi de compensations monétaires.



Les pays de la sous-région devraient examiner la possibilité de tirer partie des avantages offerts par les biocarburants dans un contexte où les risques y afférents seraient identifiés, atténués ou éliminés. Ceci suppose aussi que les pays développent de façon consensuelle une stratégie cohérente fondée sur une vision commune, en phase avec les grands principes du développement durable.

4. Objectifs de l'atelier

L'Atelier examinera la problématique du développement des biocarburants en Afrique Centrale et les impacts potentiels sur la sécurité alimentaire et énergétique des pays. Il offrira l'opportunité aux participants de faire un état des lieux, de déterminer les enjeux et opportunités ainsi que de formuler des recommandations pour l'élaboration des politiques et stratégies de développement des biocarburants.

Plus spécifiquement il s'agira de :

- faire un état des lieux des biocarburants (situation, potentialités, expériences, opportunités, etc.) ;
- analyser les incidences potentielles sur ; la sécurité alimentaire, énergétique et foncière ; sur l'environnement et le changement climatique ;
- examiner les enjeux, risques et opportunités économiques du développement des biocarburants en Afrique Centrale ;
- esquisser les orientations politiques et stratégiques appropriées pour le développement des biocarburants dans la sous-région.

L'Atelier offrira également une opportunité pour le développement des échanges et des synergies avec les institutions et acteurs ayant une expérience dans le domaine des biocarburants en Afrique et dans le monde.

5. Résultats attendus

Les principaux résultats attendus sont les suivants :

- ✓ un état des lieux de la situation des biocarburants dans la sous-région
- ✓ l'identification des incidences potentielles du développement des biocarburants sur la sécurité alimentaire et énergétique, la tenure foncière, l'environnement et le changement climatique
- ✓ l'ébauche de lignes directrices d'orientations politiques et stratégiques de développement des biocarburants

Au terme de l'Atelier, la CEEAC et les pays membres s'approprient les résultats, conclusions et recommandations en vue d'un développement durable des biocarburants dans la sous-région.

6. Participants

Les participants à l'atelier proviendront des Ministères en charge de l'agriculture, de l'énergie, des forêts et de l'environnement des pays membres de la CEEAC, du secteur privé, des ONG, des organisations paysannes, des instituts de recherche, des organisations internationales et sous-régionales. Des experts de haut niveau ayant une grande expérience dans le domaine des biocarburants seront également présents.

7. Déroulement de l'atelier

L'Atelier aura la structure suivante :

1. Session d'ouverture
2. Présentation des rapports nationaux sur l'état des lieux
3. Exposé des thèmes techniques relatifs aux incidences potentielles des biocarburants sur: la sécurité alimentaire, énergétique et foncière ; les changements climatiques
4. Revue des enjeux, risques et opportunités économiques des biocarburants en Afrique Centrale ;
5. Travaux en groupes sur les thèmes suivants :
 - 5.1. incidences du développement des biocarburants sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la tenure foncière ; enjeux, risques et opportunités économiques; lignes directrices d'orientation politique et stratégique
 - 5.2. incidences des biocarburants sur l'environnement et le changement climatique ; enjeux, risques et opportunités économiques; lignes directrices d'orientation politique et stratégique

- 5.3. incidences des biocarburants sur la sécurité énergétique, les technologies, configuration de la filière ; enjeux, risques et opportunités économiques; lignes directrices d'orientation politique et stratégique
6. Adoption des conclusions et recommandations
7. Cérémonie de clôture

Pour plus d'informations et inscriptions, veuillez vous adresser à :

FAO: Sourakata.bangoura@fao.org